

Questions orales

M. Gauthier: Le premier ministre appellera-t-il M. Crispo pour lui dire que ses observations ont laissé une impression fautive, absolument fautive, on ne peut plus fautive? Demandra-t-il à M. Crispo de bien vouloir rétablir les faits ou de se taire?

M. le Président: Je dois informer la Chambre que, aussi importante qu'elle soit, la question ne relève pas de la compétence du gouvernement.

Mme Copps: Que si!

M. le Président: Le député peut répéter sa question. Je vais l'écouter.

M. Gauthier: Monsieur le Président, il s'agit d'une personne qui a été nommée par le gouvernement. À qui diable suis-je censé poser la question? Quelqu'un a sûrement dû prendre cette décision.

Le ministre des Communications répondra-t-il à la question, alors, en tant que ministre responsable de la Société Radio-Canada?

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, vous avez parfaitement raison de dire que cela ne relève pas de la compétence du gouvernement, mais je crois pouvoir affirmer sans me tromper, pour le compte du gouvernement, que M. Crispo ne parle pas au nom du gouvernement fédéral.

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à ce que les commissaires de la société d'État Radio-Canada prennent au sérieux leur mandat qui est de promouvoir l'unité de ce pays et de défendre les intérêts des Canadiens en général. Je demande au premier ministre, encore une fois: Est-il prêt à appeler son ami, M. Crispo, et lui demander de s'informer avant de parler? Est-il prêt à lui dire que les faits. . .

[Traduction]

M. le Président: La parole est au député de Glengarry—Prescott—Russell.

* * *

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vendredi dernier, le ministre du Commerce extérieur a avoué à la Chambre qu'il avait omis de se préparer et de faire une étude sur les répercussions des propositions formulées par M. Dunkel dans le cadre du GATT.

Le premier ministre aurait-il l'amabilité de dire à la Chambre pourquoi son ministre affiche un tel dédain envers les agriculteurs canadiens? Pourquoi celui-ci ne se

préoccupe-t-il pas des 100 000 emplois qui pourraient être touchés?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, la question que me pose le député rappelle celle qu'a soulevée hier son collègue de Prince Edward—Hastings, mais diffère totalement des propos tenus par le leader suppléant du Parti libéral à la Chambre, le député de Hamilton—Est, au sujet des mesures prises par le gouvernement.

On nous a reproché de solliciter la collaboration des groupes soumis à la gestion de l'offre avant même d'avoir déterminé le montant des tarifs devant figurer dans le document de M. Dunkel. Après autorisation, nous leur avons fourni les chiffres et leur avons demandé: «Êtes-vous d'accord avec ces chiffres? Vous conviennent-ils?» On ne nous a pas encore répondu.

En outre, le député de Hamilton—Est prétend que le gouvernement a modifié sa position. C'est faux. Quant à cette étude, si le Parti libéral y tient, j'aimerais bien qu'il fasse des démarches auprès de l'organisme responsable de la gestion de l'offre. Si le Parti libéral sollicite la collaboration du gouvernement, je peux lui assurer que celui-ci ne se dérobera pas.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, personne ne devrait être forcé de dire au ministre de faire son travail. Il devrait savoir de lui-même que ces études d'impact s'imposent.

[Français]

J'aimerais poser une question supplémentaire au ministre. Le ministre doit savoir sûrement que les agriculteurs canadiens ne veulent pas de tarification. Ils aimeraient bien savoir, par exemple, combien de dommages vont être causés par les propositions de ce gouvernement et les propositions de M. Dunkel. Quelles mesures spécifiques le gouvernement va-t-il prendre pour protéger les agriculteurs au GATT, à part que de nous dire qu'il n'a aucune intention de même étudier les dommages qu'ils sont en train de faire eux-mêmes?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, il faut faire attention de ne pas essayer de se faire du capital politique sur le dos des producteurs agricoles. J'ai rencontré personnellement des gens du Bureau du commerce international d'agriculture, le président de l'Union des producteurs agricoles et les représentants des producteurs de lait, et on a échangé d'une commune volonté, monsieur le Président, à leur demande, des chiffres sur ce que cela pouvait représenter. Cependant, il n'y a pas eu de demande formelle sur une étude d'impact parce que la position canadienne est à l'effet que nous ne voulons pas aller vers la tarification, aucunement. Nous défendons le renforcement de l'article XI, monsieur le Président. C'est cela la position canadienne, et elle n'a pas changé. Et nous n'avons pas